

possibilités d'augmenter notre marché intérieur. J'ai parlé du chômage au Canada. J'ai calculé, d'après le produit national brut, que le chômage nous a fait perdre l'an dernier plus de 1.6 milliards de dollars. Nous constatons donc que si ces hommes et ces femmes avaient travaillé, notre marché intérieur aurait fortement augmenté. A notre avis, le façon d'accroître notre marché intérieur est d'adopter une politique de plein emploi.

Il y aurait d'autres moyens d'augmenter notre marché intérieur. Il faudrait, à notre avis, un programme général de sécurité sociale garantissant une sécurité réelle aux personnes dans le besoin. Nous avons remarqué que bien qu'à la dernière session le gouvernement ait beaucoup parlé d'une étude en vue de la création au Canada d'un programme de sécurité sociale comparable au programme des États-Unis, il n'en est nullement question dans le discours du trône. Nous espérons que le gouvernement s'orientera dans ce sens et augmentera considérablement le revenu de nos vieillards pensionnés. Cela accroîtrait encore notre marché intérieur.

Nous estimons également qu'il y aurait lieu d'accroître les allocations familiales. Celles-ci devraient avoir aujourd'hui un pouvoir d'achat au moins aussi considérable que lors de leur établissement en 1944. Voilà quelques-unes des mesures que le gouvernement devrait, à notre avis, adopter dès maintenant comme partie d'un programme destiné à assurer le plein emploi, une production maximum, l'expansion du marché national et la sécurité pour les Canadiens.

Le problème de l'inflation n'est pas touché. Or, il est aujourd'hui plus grave que lorsque le gouvernement a pris le pouvoir. Le chômage est plus grave qu'en juin où le gouvernement a accédé au pouvoir. En dépit de tout ce qu'on a dit durant la campagne électorale et cet après-midi à la Chambre, j'estime que la situation de l'industrie agricole ne s'est pas améliorée. Au cours de la dernière législature nous avons bataillé longuement au sujet de la loi sur la stabilisation des produits agricoles. Le gouvernement disait que la mesure apporterait la parité et donnerait aux cultivateurs leur juste part du revenu national. Nous avons remarqué que les prix assujettis à la loi n'ont pas été annoncés avant les élections, mais le 7 avril. Nous avons compris alors pourquoi l'annonce en avait été retardée, parce que dans tous les cas ils étaient beaucoup plus bas que le prix du marché.

Les prix annoncés sous l'empire de la loi n'ont pas du tout aidé à l'industrie agricole. En réalité, si l'on compare le pouvoir d'achat du prix de soutien prévu dans cette loi au pouvoir d'achat du prix de soutien en vigueur

sous l'ancienne loi présentée par le gouvernement libéral, on s'aperçoit que le pouvoir d'achat du prix de soutien prévu dans la présente loi est en général bien inférieur à l'autre. Autrement dit, il n'y a pas eu progrès, mais régression. Par rapport à ce qu'était la situation du cultivateur il y a quelques années, c'est un recul.

Les Canadiens ont à faire face à une autre crise, celle-ci dans le domaine de l'enseignement. Rien dans le discours du trône ne permet d'espérer que les jeunes Canadiens, aptes aux études universitaires mais sans les moyens financiers nécessaires, pourront fréquenter l'université. Il ne se passe pour ainsi dire pas de jour sans que l'on dise que d'ici un an les droits d'inscription dans les universités auront augmenté de 10 à 25 p. 100. Notre nation souffre d'une pénurie de diplômés universitaires. Le programme du gouvernement ne prévoit rien pour remédier à cette crise et pour assurer aux jeunes Canadiens les ressources qui leur permettraient de fréquenter l'université.

Voilà quelques-uns des problèmes auxquels le nouveau gouvernement ne s'est pas attaqué. Tels sont les problèmes essentiels, ceux qui sous-tendent notre économie, et qui restent irrésolus. A vrai dire, les principales difficultés auxquelles la nation doit faire face aujourd'hui sont aussi graves qu'elles l'étaient il y a un an. Le parti CCF croit avoir un programme qui soit apte à résoudre ces problèmes de base. Nous ne sommes pas les seuls à croire qu'il y aurait lieu de prendre des mesures à l'égard de ces questions. Je sais que le pays tout entier a manifesté un vif intérêt envers la résolution adoptée à Winnipeg récemment par le Congrès du travail du Canada, en ce qui concerne l'action politique. Cette résolution, adoptée presque à l'unanimité, demandait au conseil exécutif du Congrès du travail du Canada, qui comprend 1,300,000 membres, de se mettre en rapport avec des représentants du parti CCF, des organismes agricoles, des petites entreprises en général, ainsi qu'avec tous citoyens d'esprit libéral dans le but de discuter la création d'un parti politique s'inspirant des principes, des programmes et de la philosophie du mouvement cécéfiste, mais pouvant englober un plus grand nombre de membres que ce n'est le cas présentement, et cela en sollicitant un appui plus considérable de la part de ces divers organismes.

Je sais que les associations agricoles aujourd'hui ne penchent pas vers l'action politique, dans l'ensemble. Mais je sais aussi que de plus en plus de gens, membres de ces associations, éprouvent des déceptions quand, après avoir demandé avec déférence et à maintes reprises au gouvernement fédéral